

# Communiqué de presse

Embargo: 8.1.2026, 8h30

## 05 Prix

Indice suisse des prix à la consommation en décembre et renchérissement annuel 2025

### Renchérissement annuel moyen de +0,2% en 2025

**En décembre 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) est resté stable par rapport au mois précédent, à 106,9 points (décembre 2020 = 100). Par rapport au mois correspondant de l'année précédente, le renchérissement s'est chiffré à +0,1%. Le renchérissement annuel moyen a atteint +0,2% en 2025. Ces chiffres ont été établis par l'Office fédéral de la statistique (OFS).**

La stabilité de l'indice par rapport au mois précédent résulte de tendances opposées, qui se sont dans l'ensemble compensées. Les prix ont diminué pour les voyages à forfait internationaux, les médicaments et divers légumes. En revanche, les prix de l'hôtellerie et de la parahôtellerie ont augmenté, tout comme ceux de la location de véhicules personnels.

Le renchérissement annuel moyen de 2025 correspond au taux de variation entre la moyenne annuelle de l'IPC pour 2025 et celle pour 2024. La moyenne annuelle équivaut à la moyenne arithmétique des douze indices mensuels de l'année civile. En 2025, le renchérissement annuel moyen a atteint +0,2%. Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des loyers du logement ainsi que des prix du chocolat et des repas dans les restaurants et cafés. En revanche, les prix de l'électricité, de l'essence, des médicaments et des voitures d'occasion ont diminué. Les prix des produits indigènes ont augmenté en moyenne annuelle de 0,7% et ceux des produits importés ont baissé de 1,6%. En 2024, le renchérissement annuel moyen avait été de +1,1%, en 2023 de +2,1%.

Résultats principaux décembre 2025	Niveau de l'indice Base déc. 2020 = 100	Variation en % par rapport au mois précédent	Variation en % par rapport à décembre 2024
<b>IPC: Total</b>	<b>106,9</b>	<b>0,0</b>	<b>+0,1</b>
- Inflation sous-jacente *	105,5	0,0	+0,5
- Produits indigènes	107,3	+0,2	+0,5
- Produits importés	105,5	-0,8	-1,6

\* Inflation sous-jacente 1: total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants

---

## Dates de publication de l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) en 2026

Le communiqué de presse sur l'IPC paraîtra aux dates suivantes, à 8h30:

IPC de	Date de la publication
Janvier	13.02.2026
Février	04.03.2026
Mars	02.04.2026
Avril	05.05.2026
Mai	04.06.2026
Juin	02.07.2026
Juillet	03.08.2026
Août	03.09.2026
Septembre	01.10.2026
Octobre	03.11.2026
Novembre	02.12.2026
Décembre	05.01.2027

---

## Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)

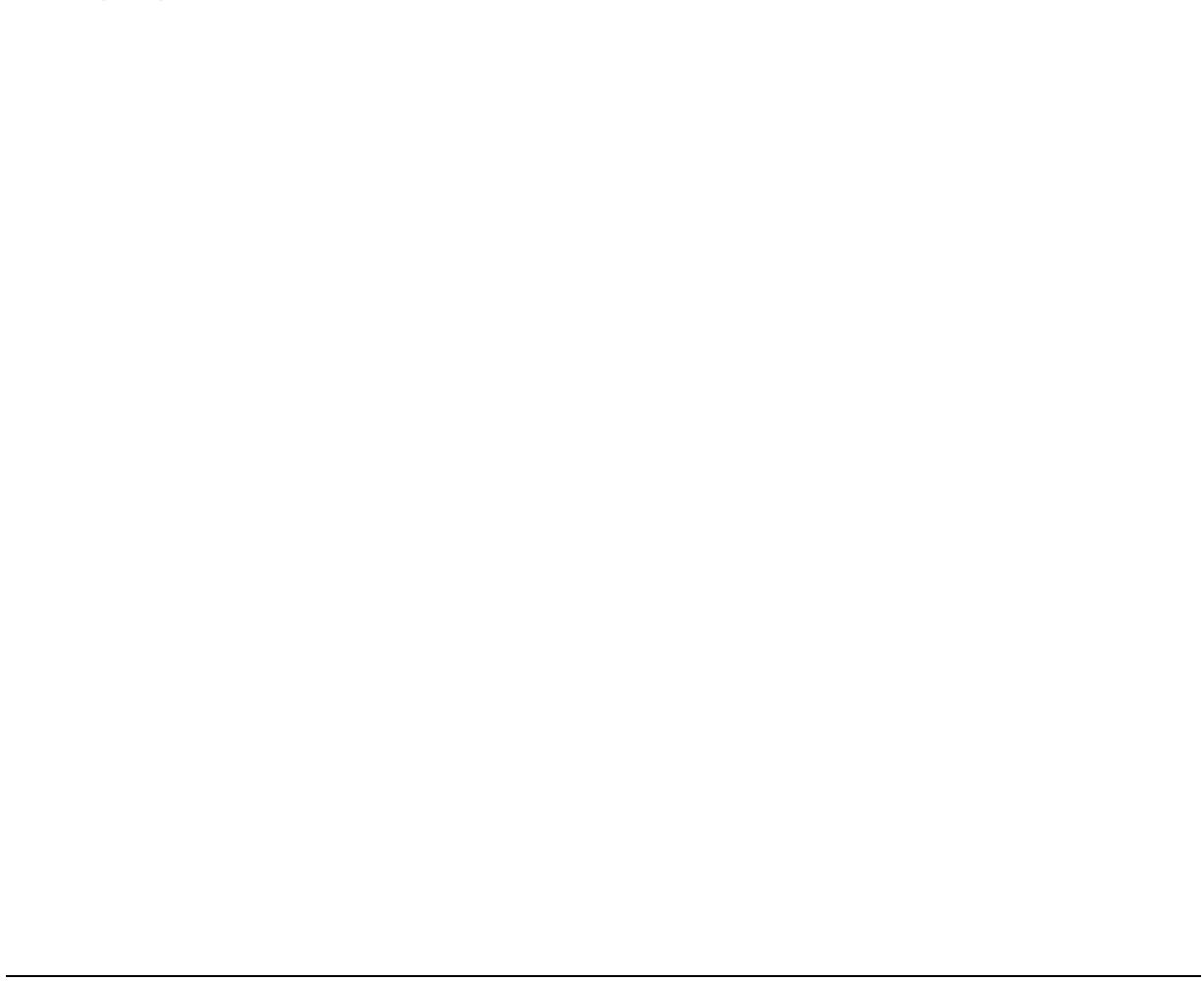
En décembre 2025, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de la Suisse se situait à 107,07 points (base 2015 = 100), ce qui représente une variation de +0,1% par rapport au mois précédent et de +0,2% par rapport au même mois de l'année précédente.

L'IPCH est un indicateur de renchérissement supplémentaire établi selon une méthodologie commune aux pays membres de l'Union européenne (UE). Il permet de comparer le renchérissement en Suisse avec celui des pays européens.

Les résultats sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'UE, selon un calendrier préétabli. L'OFS publie un comparatif entre le renchérissement en Suisse et en Europe sur le site [www.ipch.bfs.admin.ch](http://www.ipch.bfs.admin.ch). Une note méthodologique ainsi que la pondération 2025 du panier-type de l'IPCH suisse y sont également disponibles.

Les IPCH des autres pays européens du mois de décembre 2025 seront publiés par Eurostat le 19 janvier 2026. Retrouvez tous les résultats des IPCH sur le site internet d'Eurostat à l'adresse suivante: <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/hicp>

---



---

## Renseignements

Info IPC, OFS, Section Prix, tél.: +41 58 463 69 00, e-mail: [LIK@ bfs.admin.ch](mailto:LIK@ bfs.admin.ch)  
Service des médias OFS, tél.: +41 58 463 60 13, e-mail: [media@ bfs.admin.ch](mailto:media@ bfs.admin.ch)

## Offre en ligne

Autres informations et publications: [www.ipc.bfs.admin.ch](http://www.ipc.bfs.admin.ch)  
La statistique compte pour vous: [www.la-statistique-compte.ch](http://www.la-statistique-compte.ch)  
Abonnement aux NewsMails de l'OFS: [www.news-stat.admin.ch](http://www.news-stat.admin.ch)  
Le site de l'OFS: [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch)

## Accès aux résultats

Ce communiqué est conforme aux principes du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Ce dernier définit les bases qui assurent l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des services statistiques nationaux et communautaires. Les accès privilégiés sont contrôlés et placés sous embargo.

Les résultats de l'IPC ont été envoyés quatre jours ouvrés avant leur publication à la Banque nationale suisse (BNS), comme l'exigent la législation en vigueur et les tâches de politique monétaire de cette dernière. Les agences de presse ont reçu ce communiqué avec un embargo de 15 minutes.

En raison de l'établissement des prévisions conjoncturelles et de l'estimation trimestrielle du PIB, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) reçoit également les résultats quatre jours ouvrés avant leur publication.

**Indices et variations en décembre 2025**

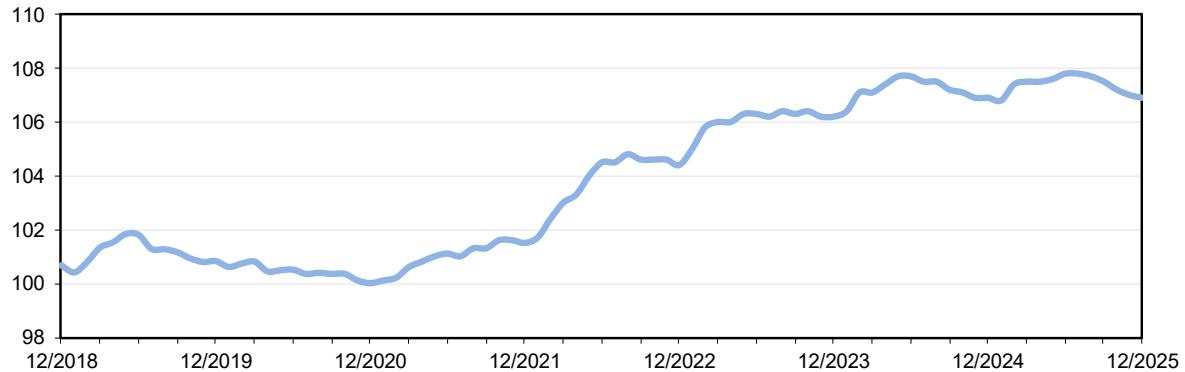
Position	Poids en %	Indice	Variation en % par rapport		Contribution à la variation par rapport au mois précédent
			au mois précédent	à décembre 2024	
<b>Total</b>	100,000	106,9	0,0	0,1	-0,013
<b>Groupes principaux</b>					
Alimentation et boissons non alcoolisées	10,366	104,1	-1,3	-0,8	-0,135
Boissons alcoolisées et tabacs	2,548	106,5	0,4	2,3	0,009
Habillement et chaussures	2,601	101,7	-1,8	-1,6	-0,046
Logement et énergie	27,000	114,6	-0,1	0,4	-0,029
Équipement ménager et entretien courant	3,113	103,9	0,2	-1,7	0,005
Santé	15,637	98,1	-0,1	0,0	-0,019
Transports	11,252	108,8	0,4	-1,4	0,040
Communications	2,592	98,0	0,3	0,7	0,007
Loisirs et culture	8,875	106,9	-0,6	0,7	-0,051
Enseignement	0,789	106,3	0,0	2,6	0,000
Restaurants et hôtels	9,470	110,7	2,0	1,1	0,183
Autres biens et services	5,757	104,8	0,4	0,3	0,022
<b>Type de produits</b>					
Biens	38,076	106,1	-0,6	-1,7	-0,239
Biens non durables	24,969	108,5	-0,6	-1,5	-0,143
Biens semi-durables	4,957	102,7	-1,2	-1,7	-0,061
Biens durables	8,150	100,9	-0,4	-2,4	-0,035
Services	61,924	107,1	0,4	1,2	0,226
Services privés	51,201	108,1	0,5	1,3	0,238
Services publics	10,723	102,4	-0,1	0,5	-0,012
<b>Provenance des produits</b>					
Produits indigènes	77,083	107,3	0,2	0,5	0,169
Produits importés	22,917	105,5	-0,8	-1,6	-0,182
<b>Classifications supplémentaires</b>					
Santé	15,637	98,1	-0,1	0,0	-0,019
Indice sans santé	84,363	108,7	0,0	0,1	0,006
Loyer du logement	19,889	110,6	0,0	1,6	0,000
Indice sans loyer du logement	80,111	106,1	0,0	-0,3	-0,013
Produits pétroliers	2,352	126,1	-0,6	-3,7	-0,014
Indice sans produits pétroliers	97,648	106,4	0,0	0,2	0,001
Tabacs	1,625	107,7	0,6	3,0	0,010
Indice sans tabacs	98,375	106,9	0,0	0,0	-0,023
Boissons alcoolisées	1,941	106,4	0,0	1,1	0,000
Indice sans boissons alcoolisées	98,059	106,9	0,0	0,0	-0,013
Habillement et chaussures	2,601	101,7	-1,8	-1,6	-0,046
Indice sans habillement et chaussures	97,399	107,1	0,0	0,1	0,033
Prix administrés	25,618	104,3	-0,1	-0,5	-0,026
Indice sans prix administrés	74,382	107,9	0,0	0,2	0,013
Inflation sous-jacente 1 <sup>1</sup>	89,698	105,5	0,0	0,5	0,039
Produits frais et saisonniers	4,818	102,6	-0,8	-1,2	-0,040
Energie et carburants	5,484	135,8	-0,2	-5,3	-0,011
Inflation sous-jacente 2 <sup>2</sup>	67,037	107,4	0,1	0,5	0,064

<sup>1</sup> inflation sous-jacente 1 = Total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants<sup>2</sup> inflation sous-jacente 2 = inflation sous-jacente 1 sans produits dont les prix sont administrés

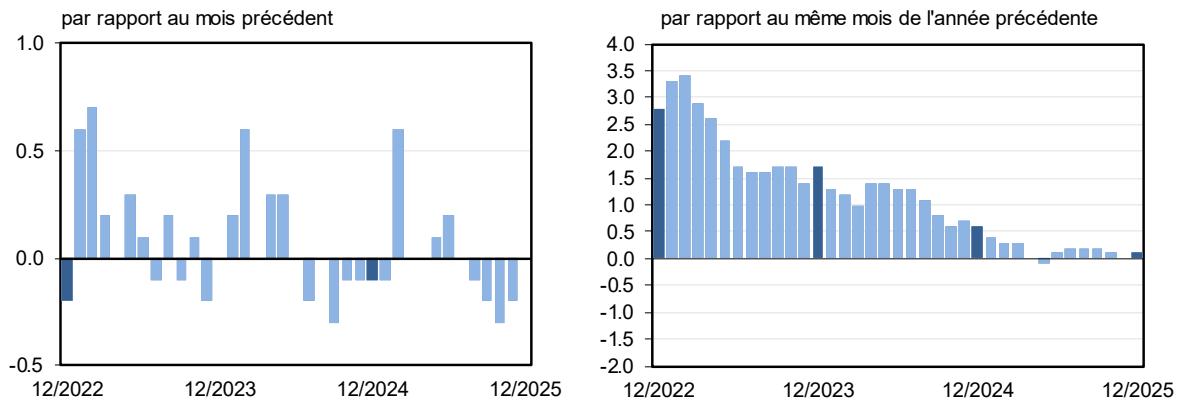
**Contributions importantes à la variation de l'indice global en décembre 2025**

Positions	Contribution à la variation de l'indice global par rapport à l'enquête précédente	Poids en %	Indice	Variation par rapport au mois précédent en %	Variation par rapport au même mois de l'année précédente en %
Voyages à forfait internationaux	<b>-0,041</b>	1,942	129,8	-2,0	1,0
Médicaments	<b>-0,030</b>	3,350	89,0	-0,9	-2,3
Mazout	<b>-0,027</b>	0,502	131,8	-5,5	-7,3
Légumes-choux	<b>-0,022</b>	0,048	94,3	-34,0	-11,4
Voitures neuves	<b>-0,021</b>	2,619	101,5	-0,8	-2,1
Légumes-fruits	<b>-0,015</b>	0,205	91,2	-6,9	1,3
Légumes-salades	<b>-0,011</b>	0,158	84,8	-6,8	-6,9
Volaille	<b>-0,009</b>	0,366	98,1	-2,5	-1,9
Autres légumes, herbes aromatiques et champignons	<b>-0,009</b>	0,112	97,1	-7,6	-2,7
Manteaux et vestes pour femmes	<b>-0,008</b>	0,183	102,7	-4,1	-1,9
Chaussures pour femmes	<b>-0,008</b>	0,249	105,1	-3,4	-5,7
Légumes-racines	<b>-0,007</b>	0,095	84,8	-6,6	-1,5
Transports publics longue distance	<b>-0,007</b>	1,295	104,3	-0,5	-0,5
Pâtes alimentaires	<b>-0,006</b>	0,151	105,6	-3,7	-3,6
Glaces	<b>-0,006</b>	0,106	104,4	-5,6	0,9
Café (commerce de détail)	<b>-0,006</b>	0,307	114,9	-1,7	1,5
Transports publics régionaux	<b>-0,006</b>	0,598	97,8	-0,9	-0,9
Téléviseurs	<b>-0,006</b>	0,068	76,5	-8,5	-5,9
Appareils audio-vidéos	<b>-0,006</b>	0,102	93,8	-5,8	-2,8
Soupes et autres produits d'alimentation	<b>-0,005</b>	0,302	104,3	-1,6	-1,3
Produits pour la réparation du logement	<b>-0,005</b>	0,117	107,9	-3,8	-2,9
[...]					
Essence	<b>0,005</b>	1,265	119,8	0,4	-3,5
Bijoux	<b>0,005</b>	0,158	105,7	3,1	6,0
Jus de fruits ou de légumes	<b>0,006</b>	0,149	113,8	4,2	4,2
Vin rouge étranger (Commerce de détail)	<b>0,006</b>	0,310	101,6	1,8	2,9
Journaux et magazines par abonnement	<b>0,006</b>	0,328	113,7	1,7	5,0
Produits de soins du visage et maquillage	<b>0,006</b>	0,217	112,8	2,6	3,4
Produits de lessive et de nettoyage	<b>0,007</b>	0,271	106,2	2,6	-2,7
Produits de soins pour le corps	<b>0,007</b>	0,224	107,5	3,3	0,3
Offres combinées de télécommunication	<b>0,008</b>	1,297	92,2	0,6	0,2
Diesel	<b>0,008</b>	0,585	121,8	1,4	-1,0
Cigarettes	<b>0,011</b>	1,189	107,0	0,9	3,2
Chemins de fer de montagne, remontées mécaniques	<b>0,011</b>	0,260	112,5	4,3	-0,1
Prestations médicales des cabinets médicaux	<b>0,016</b>	2,877	101,6	0,6	1,7
Transports aériens	<b>0,021</b>	0,743	156,5	2,8	3,2
Location de véhicules personnels	<b>0,035</b>	0,196	89,1	22,5	-3,2
Hôtellerie	<b>0,047</b>	1,572	114,9	3,1	-0,9
Parahôtellerie	<b>0,131</b>	0,633	121,0	25,0	3,6

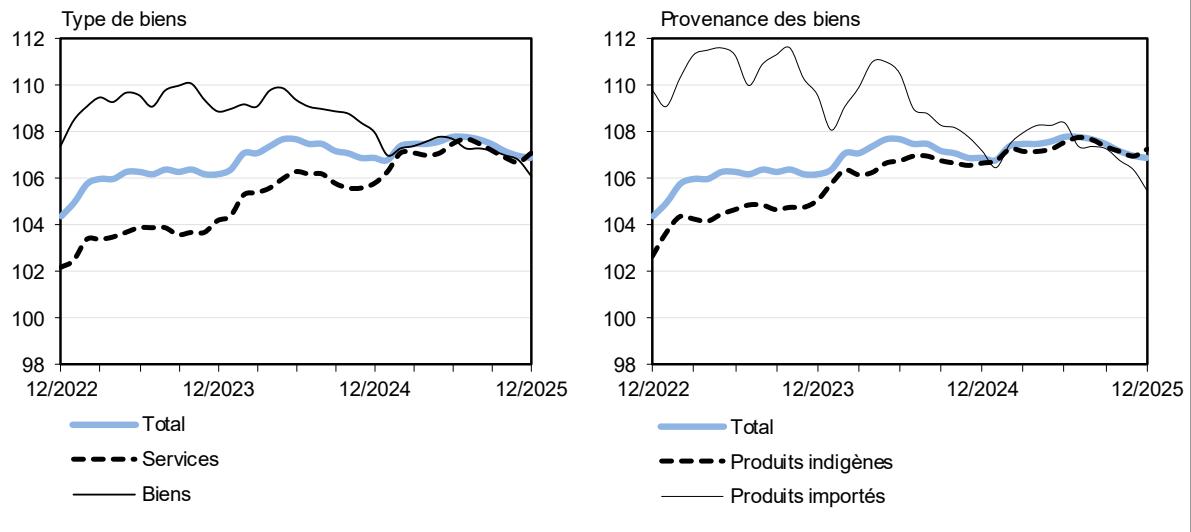
### G1 Indice des prix à la consommation (décembre 2020 = 100): évolution de l'indice



### G2 Indice des prix à la consommation: variation en %



### G3 Indice des prix à la consommation (décembre 2020 = 100): type et provenance des biens



# Die Schweizer Pharmaindustrie nutzt das Momentum

*Die Forderung des US-Präsidenten nach tieferen Medikamentenpreisen soll zu einem Umdenken in der hiesigen Standortpolitik führen*

DIETER BACHMANN

Kurz vor Weihnachten präsentierte US-Präsident Donald Trump Abkommen mit neun Pharmakonzernen, darunter die beiden Schweizer Unternehmen Roche und Novartis. Diese gelobten Medikamentenpreissenkungen in den USA, dafür sicherte ihnen die Regierung zu, dass sie für drei Jahre keine Importzölle bezahlen müssen.

Weniger Beachtung fand damals eine andere Initiative der Trump-Regierung, die gleichzeitig lanciert wurde. Konkret geht es um zwei Programme, mit denen der Präsident tiefere Preise für Arzneimittel erzwingen will. Auf solche Vehikel muss er ausweichen, weil er nicht direkt tiefe Preise verordnen kann. Mit den beiden sogenannten Demonstrationsmodellen «Globe» und «Guard» weitet Trump die Preissenkungen aus.

Anders als das zuvor gestartete freiwillige Modell «Generous» sind diese nun grundsätzlich verbindlich. Zudem betreffen sie die Patienten von Medicare, also Rentner – und damit einen deutlich grös-

seren Anteil am Medikamentenmarkt. Der entscheidende Punkt bei «Globe» und «Guard»: Für die Preisfindung in den USA fliesst auch ein, wie viel ein Arzneimittel in der Schweiz (und in anderen Industrieländern) kostet.

### Fehlen nun neue Medikamente?

Genau hier hakt die hiesige Pharmaindustrie ein. Für sie ist klar: Die Medikamentenpreise in der Schweiz dürfen nicht zu tief sein, weil dadurch jene auf dem viel wichtigeren amerikanischen Markt ebenfalls nach unten gedrückt werden könnten. Entsprechend würden die Firmen neue Medikamente hier lieber gar nicht erst auf den Markt bringen als zu tiefen Preisen – zum Nachteil von Schweizer Patienten. Im Falle eines Roche-Krebsmittels ist das bereits geschehen.

Trump hatte schon in seiner ersten Amtszeit vergeblich versucht, die Preise nach dem Prinzip der Meistbegünstigung (most favored nation, kurz: MFN) an jene in anderen Industrieländern anzugeleichen. «Jetzt zeigt sich, dass MFN nicht

nur ein theoretisches Problem ist», sagte René Buholzer, Geschäftsführer von Interpharma, am Donnerstag an einer Medienkonferenz des Branchenverbands.

Bei genauerem Hinschauen ist allerdings nicht zu erwarten, dass Trumps Modelle «Globe» und «Guard» in den USA die Gewinne der Pharmafirmen in einem existenziellen Ausmass beschneiden. Dafür ist ihr Umfang trotz der erweiterten Patientengruppe zu beschränkt.

Zudem sind laut einem Bericht der Investmentbank Jefferies Novartis und weitere Konzerne aufgrund ihres Deals mit der US-Regierung von «Globe» und «Guard» ausgenommen. Auch bei Roche heisst es auf Anfrage: «Wir gehen davon aus, dass wir am «Generous»-Modell teilnehmen und daher von «Globe» und «Guard» sowie anderen ähnlichen Modellen ausgenommen sind.»

Dieser Umstand wirft die Frage auf, ob sich Firmen, die keinen Deal mit Trump abgeschlossen haben und bei den Modellen mitmachen müssen, juristisch dagegen wehren werden. Unklar ist weiter, wie die US-Regierung für die Preissenkungen

überhaupt an die oft geheimen, effektiv von ausländischen Gesundheitssystemen bezahlten Preise kommt.

### Verschiebung von Massnahmen

Dass der Druck auf die Pharmafirmen nachlässt, ist jedoch nicht zu erwarten. Für Interpharma geht es deshalb um nichts Geringeres als eine Weichenstellung, die der Standort Schweiz vornehmen muss. Damit meint der Verband natürlich die Preispolitik, aber auch weitere Rahmenbedingungen wie beispielsweise Doppelspurigkeiten bei der Zulassung von Medikamenten oder den Aufwand, den es für die Durchführung von klinischen Studien braucht.

Ein Ärgernis für die Industrie sind beispielsweise die Kostenfolgemodelle, wie sie das Kostendämpfungspaket 2 für die obligatorische Krankenversicherung vorsieht. Hierbei müssten die Pharmafirmen Rückerstattungen gewähren, wenn sie mit einem Medikament einen gewissen Umsatz erreichen. Angesichts der neuen Umstände durch Trumps Preissenkungsoffen-

sive liess der Verband durchblicken, dass eine Verschiebung dieser Massnahme in der Schweiz wünschenswert wäre.

Das Trump-Momentum nutzt Interpharma für ihre Forderungen, die sie zum Teil auch schon lange vor der Offensive des US-Präsidenten aufgebracht hat. Zum Beispiel jene nach einer nationalen Pharmastrategie. Erst jetzt hatte das Anliegen in Bern eine Chance. Eine Motion der Basler SP-Ständerätin Eva Herzog dazu wurde im Herbst im Ständerat einstimmig angenommen. Nun muss sich der Bundesrat über das Thema beugen, obwohl er ursprünglich keine Notwendigkeit dafür gesehen hatte.

In der Zwischenzeit hat beispielsweise Deutschland eine solche Strategie zur Stärkung des Standorts bereits erarbeitet. Im Nachbarland und auch anderswo dürfte man spätestens in der Pandemie und bei den unterbrochenen Lieferketten bemerkt haben, dass eine eigene Pharmaproduktion ein Vorteil ist. Mit Trumps Forderungen an die Industrie ist das Bewusstsein um den internationalen Konkurrenzkampf noch zusätzlich gestiegen.

# L'embellie conjoncturelle se confirme en Suisse romande

Portée par une amélioration des conditions sur le marché du travail, l'économie poursuit son redressement amorcé depuis plusieurs mois, notamment dans l'Arc jurassien.



**Mathieu Grobety**

Directeur de l'Institut CREA  
de la Faculté des HEC

## Des signaux positifs dans le Jura, Vaud et Neuchâtel

D'après les dernières analyses du CREA, la plupart des cantons romands ont vu leur indicateur conjoncturel progresser en décembre. Seul le Valais enregistre un recul. L'indicateur global romand gagne ainsi 2 points pour atteindre -0,8, un niveau désormais très proche de son équilibre de longue période.

Si Fribourg, Genève et surtout le Valais restent en territoire négatif, le Jura, Vaud et Neuchâtel évoluent dans un environnement économique plus favorable que leur tendance de long terme. Dans ces cantons, les mêmes dynamiques se dessinent. La demande, notamment la consommation des ménages et les exportations, exerce une influence négative sur la conjoncture, alors que l'activité économique, mesurée par le PIB et la production industrielle, apporte un soutien notable. A titre d'exemple, la production industrielle progresse de 2% à 3% sur un an au troisième trimestre 2025 dans ces cantons. En parallèle, la consommation privée se contracte en novembre de 2,4% dans le Jura, de 2,8% à Neuchâtel et de 3,7% dans le canton de Vaud.

**2,4 %**

*La progression annuelle de la production industrielle dans le Jura au troisième trimestre 2025*

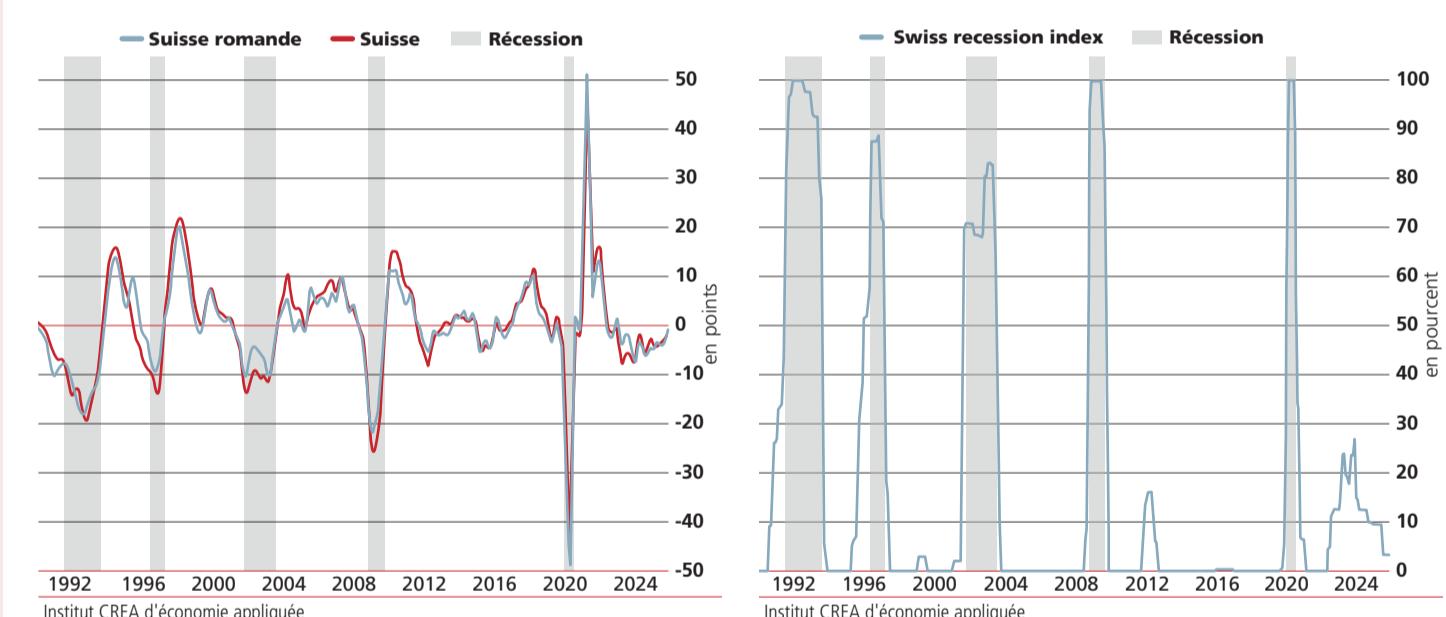
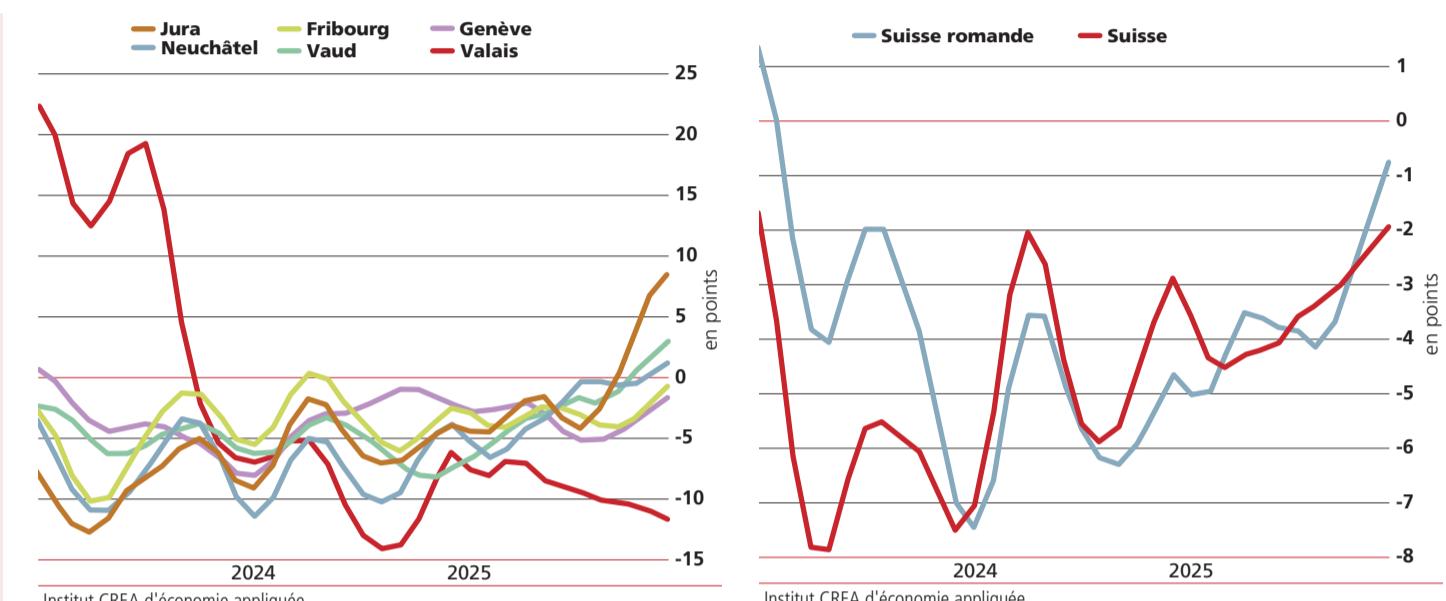
## A l'échelle nationale, le risque de récession s'éloigne clairement

Comme en Suisse romande, l'indicateur conjoncturel national se rapproche de son équilibre historique et atteint -1,9 point. L'indicateur de récession du CREA se stabilise depuis plusieurs mois à un niveau très faible. La carte des récessions montre toutefois que le Valais demeure le seul canton à présenter encore une probabilité élevée de récession.

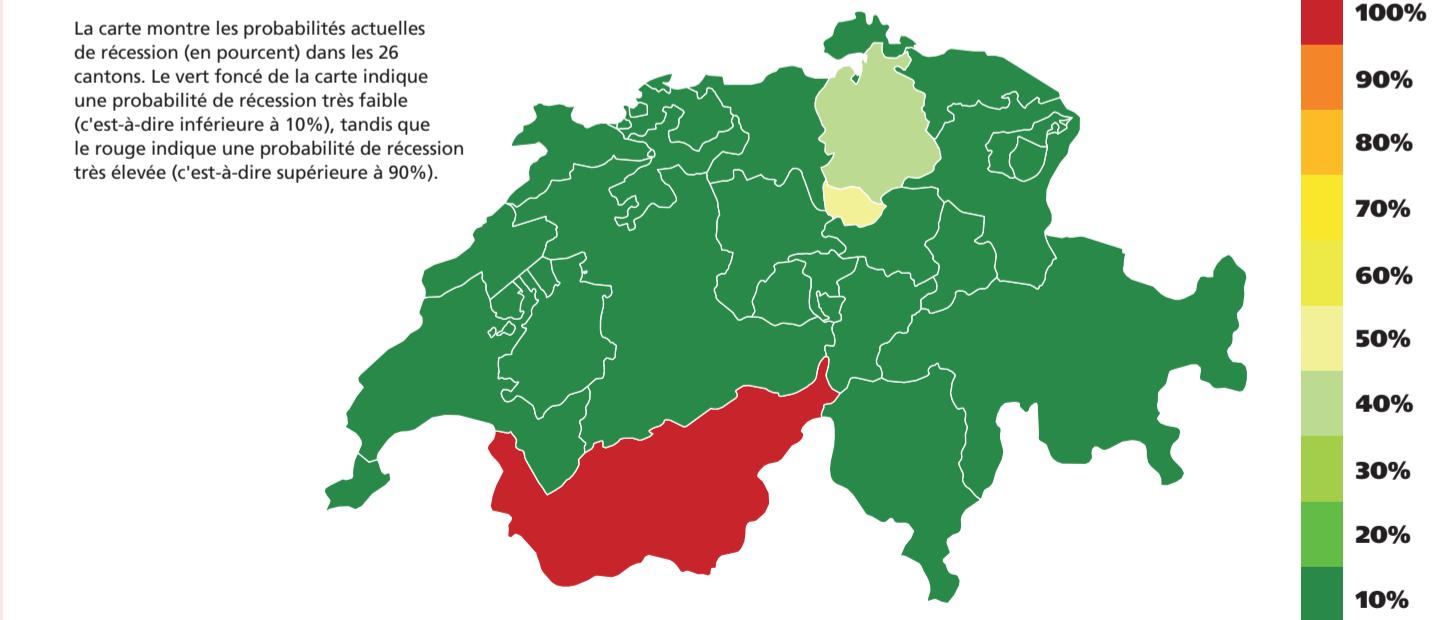
L'analyse des facteurs met en évidence que le ralentissement de la hausse du chômage explique en grande partie la diminution du risque de récession. Le taux de sans-emploi continue certes de progresser, mais à un rythme nettement moins soutenu que ces derniers mois. Par ailleurs, la production industrielle nationale contribue positivement à la conjoncture suisse, tandis que les exportations affichent une contribution négative.■

## Indicateurs conjoncturels CREA

En collaboration avec HEC Lausanne (UNIL)



## CARTE DES PROBABILITÉS DE RÉCESSION EN SUISSE



## Méthodologie

Publié chaque mois, l'indicateur conjoncturel CREA mesure l'état actuel de l'activité économique dans les 26 cantons suisses. Il s'appuie sur des données mensuelles (comme les exportations) et trimestrielles (tel le PIB). Expprimé en points, sa valeur moyenne est de zéro. Au-dessus/au-dessous, l'activité est supé-

rieure/inférieure à la moyenne. Cet indicateur permet de suivre l'évolution conjoncturelle dans le temps.

Les indices régionaux sont obtenus en pondérant les indicateurs cantonaux selon la contribution économique de chaque canton au PIB régional.

L'indicateur de récession en Suisse évalue la part des cantons en situation de récession. Sur la carte des récessions, un canton présente un risque élevé de récession lorsqu'il affiche un indicateur conjoncturel durablement et significativement inférieur à zéro. L'estimation de la probabilité de récession repose sur un modèle économétrique.



[Ge.ch > Statistique > Actualités](#)

## STATISTIQUES CANTONALES

---

### ACTUALITÉS

- 08.01.26 - Stabilité des prix à la consommation à Genève en décembre. Focus sur l'évolution des prix des médicaments

En décembre 2025, l'indice genevois des prix à la consommation (IGPC) est stable en un mois et s'établit à 105,9 points (base décembre 2020 = 100). Il s'accroît de 0,1 % par rapport à décembre 2024. La variation annuelle moyenne se fixe à + 0,2 %.

La stabilité de l'IGPC en un mois est le résultat d'évolutions divergentes.

Parmi les hausses :

- Les prix de l'*hébergement* progressent de 11,9 % en un mois (+ 1,1 % en un an) et exercent l'effet le plus marqué sur l'indice total. Cette hausse saisonnière liée aux vacances d'hiver est plus importante dans la *parahôtellerie* (+ 25,0 % en un mois ; + 3,6 % en un an) que dans l'*hôtellerie* (+ 3,1 % en un mois ; - 0,9 % en un an).
- Les prix des *produits de beauté et cosmétiques* augmentent de 3,0 % en un mois (+ 1,8 % en un an).

Du côté des baisses :

- Les prix de l'*alimentation* fléchissent de 1,4 % en un mois (- 1,0 % en un an), sous l'effet du recul des prix des *légumes frais et champignons*, de la *viande* et de certains produits céréaliers comme les *pâtes alimentaires* et le *riz*.
- Dans le groupe *loisirs et culture* (- 0,5 % en un mois ; + 0,6 % en un an), les prix des *voyages à forfait internationaux* se replient de 2,0 % en un mois (+ 1,0 % en un an).
- Les prix de l'*habillement* baissent de 1,6 % en un mois (- 1,3 % en un an).
- Les prix des *médicaments* diminuent de 0,9 % en un mois (- 2,3 % en un an). Cette évolution est liée au réexamen annuel des prix des médicaments effectué par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP, voir *Thème du mois*).

*Thème du mois : Évolution des prix des médicaments*

Fixés par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP, voir encadré), les prix des médicaments représentent 3,1 % du total de l'indice, ce qui correspond en moyenne à 3,1 % des dépenses des ménages.

#### Comment l'OFSP fixe et révise les prix des médicaments

Pour déterminer le prix d'un médicament remboursé, l'OFSP effectue une double comparaison : il analyse le coût de traitements similaires déjà existants en Suisse et observe les prix pratiqués dans neuf pays européens de référence. Chaque année, l'OFSP réexamine un tiers des médicaments afin de vérifier s'il est nécessaire de réévaluer leur prix.

#### **L'exclusion des primes d'assurance-maladie de l'indice des prix à la consommation**

Les primes d'assurance-maladie sont exclues des dépenses de consommation considérées dans l'IGPC car elles représentent des transferts financiers obligatoires qui sont restitués aux ménages sous forme de prestation d'assurance en cas de maladie.

De plus, leur évolution dépend non seulement des tarifs médicaux, mais aussi de la fréquence de recours aux soins. Or, un tel effet lié à la quantité est en contradiction avec l'objectif de l'IGPC qui est de mesurer le renchérissement en tant que pure évolution des prix.

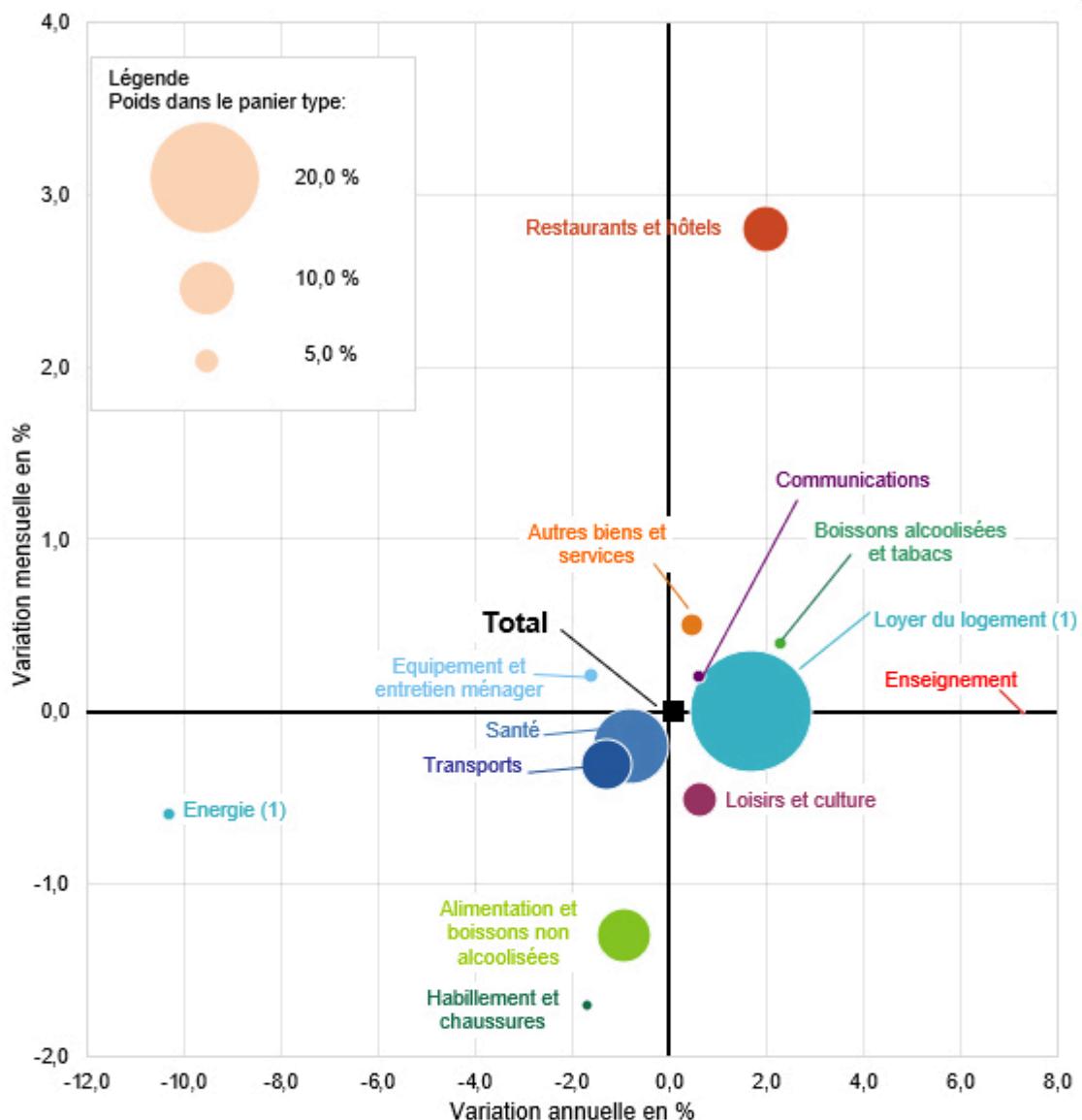
En revanche, les prestations financées par ces primes (consultations, médicaments, séjours hospitaliers, etc.) sont intégrées au panier-type afin de suivre les variations de leurs prix.

Pour suivre l'évolution des primes, l'Office fédéral de la statistique développe un indice dédié : l'indice des primes d'assurance-maladie (IPAM).

En dix ans, les prix des médicaments ont baissé de 18,5 %. Hormis une phase de relative stabilité de deux ans entre décembre 2015 et décembre 2017 liée à la suspension des contrôles de l'OFSP, l'indice de prix des médicaments a reculé de manière constante (- 0,15 % par mois en moyenne).

Les baisses les plus marquées surviennent en décembre, mois d'entrée en vigueur des prix après les réexamens.

Indice genevois des prix à la consommation selon les groupes de dépenses,  
en décembre 2025



(1) Le loyer du logement et l'énergie font partie du même groupe de dépenses (Logement et énergie).

Aide à la lecture du graphique à bulles :

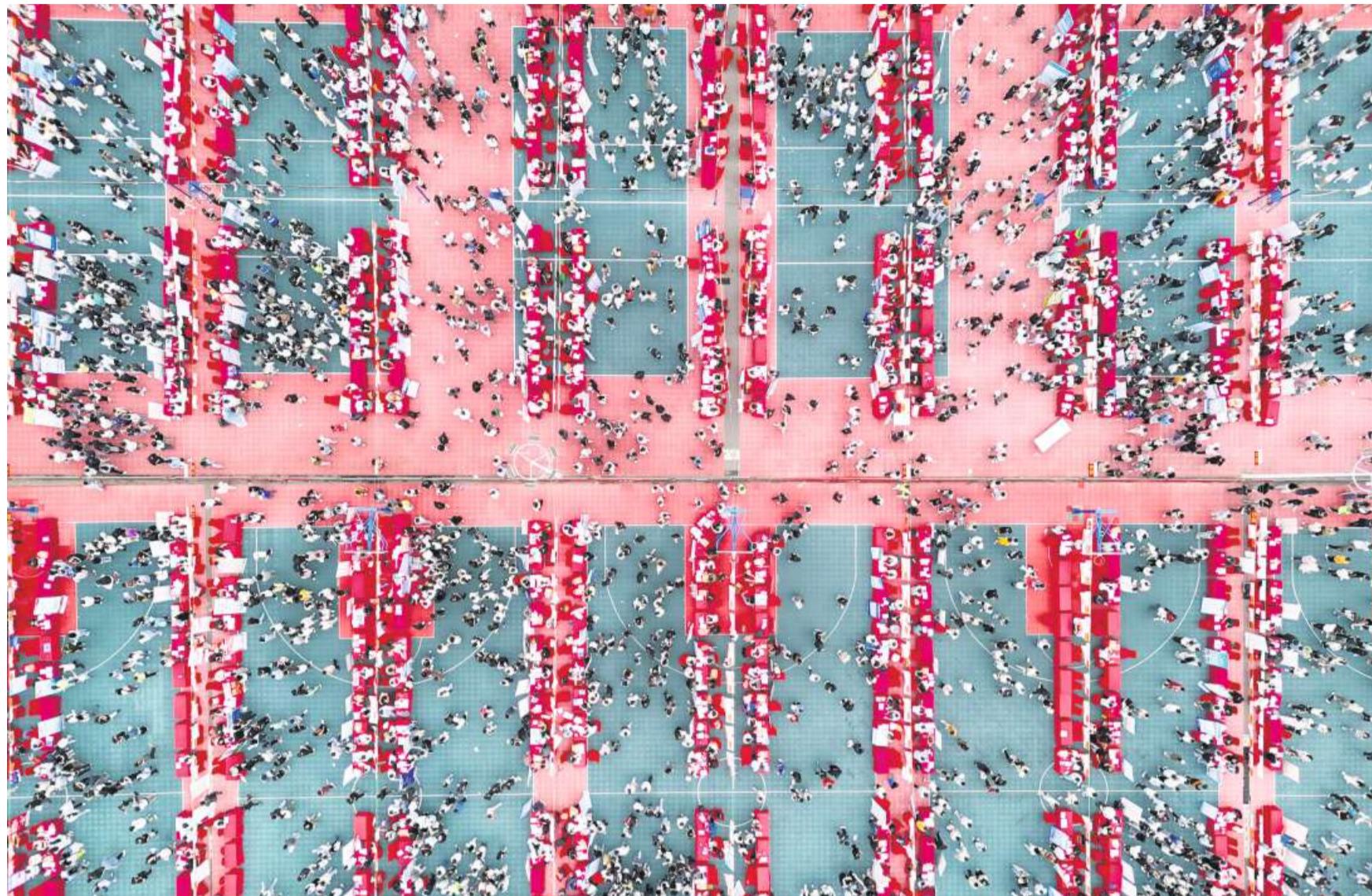
**Variation mensuelle (position par rapport à l'axe vertical) :** Les prix du groupe *Restaurants et hôtels* augmentent fortement et ceux du groupe *Habillement et chaussures* baissent sensiblement.

**Variation annuelle (position par rapport à l'axe horizontal) :** Les prix du groupe *Enseignement* augmentent considérablement et ceux du groupe *Energie* baissent considérablement.

**Poids dans le panier (taille des bulles) :** Le loyer du logement représente une part importante des dépenses. Il exerce ainsi un effet important sur l'évolution de l'indice général.

# Chinas verlorene Generation

Hundert Millionen junge, gut ausgebildete Menschen finden keinen Arbeitsplatz – gefragt sind zurzeit nur Ingenieure



Eine Jobmesse auf dem Campus der Technischen Universität Shandong in Qingdao. Hunderte Studienabgänger stehen ohne Job da.

NURPHOTO / IMAGO

MATTHIAS KAMP, PEKING

Es sind schwere Zeiten für junge Chinesinnen und Chinesen. Viele Unternehmen, staatliche wie private, müssen sparen und stellen weniger Mitarbeiter ein. Wer dennoch einen Job ergattert, muss sich mit einem Salär zufriedengeben, das sich im Vergleich zu 2020 mehr als verdoppelt ausnimmt.

Die Huazhong University of Science and Technology will deshalb helfen. An einem Samstagvormittag im Herbst richtet die angesehene Hochschule im zentralchinesischen Wuhan eine Jobmesse für Absolventen aus. In einem Raum auf der vierten Etage eines Verwaltungsbürogebäudes der Universität haben mehr als zwanzig Unternehmen aus der Region ihre Stände aufgebaut. Auf den kleinen Tischen liegen rote Deckchen. Dahinter stehen die Firmenrepräsentanten und nehmen die Lebensläufe der jungen Leute entgegen.

Irgendwo zwischen den Ständen und Tischchen steht ein wenig verloren Ren Xianlong. Der 25-Jährige hat sein Studium an der nah gelegenen Hubei Engineering University im Sommer 2024 abgeschlossen. Die Abschlussprüfung im Fach Wirtschaftswissenschaften hat Ren mit Auszeichnung bestanden.

Seitdem hat sich der junge Chinese mit dem sympathischen Lächeln mit Gelegenheitsjobs durchgeschlagen. Mal hat Ren auf Messen Stände auf- und abgebaut. Mal hat er in Restaurants oder Cafés gekennert. Mit den Teilzeitjobs hat Ren jeden Monat umgerechnet zwischen 220 und 340 Franken verdient, viel zu wenig, um ein halbwerts ordentliches Leben zu führen. Damit soll nun Schluss sein. Ren sagt: «Ich will endlich einen festen Job.»

So wie Ren geht es vielen jungen Chinesinnen und Chinesen. Sie haben die Aufnahmeprüfung an einer angesehenen Hochschule geschafft, haben sich zahllose Nächte mit Büffeln und Auswendiglernen um die Ohren geschlagen, haben schliesslich einen ordentlichen Abschluss gemacht – und finden dennoch keinen richtigen Arbeitsplatz.

## Wirtschaftsdynamik fehlt

Im Oktober waren 17,3 Prozent aller Chinesen im Alter von 16 bis 24 Jahren

**Im Oktober 2025**  
waren 17,3 Prozent  
aller Chinesen im Alter  
von 16 bis 24 Jahren  
ohne Job.

Und diese Zahl verdeckt die wahre Misere noch.

ohne Job. Und diese Zahl verdeckt die wahre Misere noch. Ab dem Jahr 2022 liess die wirtschaftliche Dynamik in China nach einem kurzen Aufschwung nach der Corona-Pandemie deutlich nach. Seitdem haben rund 74 Millionen Chinesen ihre Ausbildung abgeschlossen und sich erstmals auf Arbeitsplatzsuche begeben.

Der Grossteil von ihnen musste sich mit schlecht bezahlten Jobs oder Arbeitsstellen, die nicht ihrer Qualifikation entsprechen, zufriedengeben, hat der China-Experte Andrew Batson von der Beratungsfirma Gavekal Dragonomics errechnet. Ein Teil der Absolventen fand gar keinen Arbeitsplatz.

«Die vergangenen vier Jahre waren eine schlechte Zeit, um einen Arbeitsplatz zu finden», schreibt Batson, und es sei eine besonders schlechte Zeit gewesen, um einen ersten Job anzutreten. In diesem Jahr werden erneut mehr als 20 Millionen junge Menschen auf den chinesischen Arbeitsmarkt drängen. Da die wirtschaftlichen Aussichten trübe bleiben, wie die Regierung nach dem Abschluss der Zentralen Arbeitskonferenz für die Wirtschaft Anfang Dezember erklärte, dürfte es für die Neulinge kaum einfacher werden, einen adäquaten und ordentlich bezahlten Arbeitsplatz zu finden.

Batson schreibt: «Wenn der Arbeitsmarkt 2026 nicht deutlich anzieht, droht China eine verlorene Generation von 100 Millionen Menschen.»

Ren Xianlong hat an der Jobmesse der Huazhong University bereits mehrere Gespräche geführt. Weitergekommen ist er bei der Arbeitssuche noch nicht. «Fast alle Unternehmen hier kommen aus dem Technologiesektor», hat Ren festgestellt, «die suchen fast ausschliesslich Ingenieure.»

Tatsächlich präsentieren sich an der Jobbörse ausnahmslos staatseigene Tech-Firmen aus der Region Wuhan. Dies ist ein Ergebnis der Prioritäten, die die Zentralregierung in der Wirtschaftspolitik setzt. Nach dem Willen des Staats- und Parteichefs Xi Jinping soll das Reich der Mitte bei allen wichtigen Technologien führend werden und die USA als bestimmende Nation ablösen. Peking baut darum mit Milliardensubventionen Firmen in Branchen wie Robotik, künstliche Intelligenz oder Software auf.

Trotzdem stellt sich die Frage, warum nicht auch Technologieunternehmen Wirtschaftswissenschaftler einstellen. Zumal Ren sich auf Personalwirtschaft spezialisiert hat. Auch Tech-Firmen haben Human-Resources-Abteilungen. Noch vor zehn Jahren kamen Wirtschaftswissenschaftler problemlos bei Technologieunternehmen unter.

## Fehlstart ins Berufsleben

Ren sucht den Fehler dagegen bei sich, ihm ist sein Wirtschaftsstudium beinahe peinlich. «Was wir an der Universität lernen, schafft doch keine Werte für Unternehmen», glaubt der junge Chinese. Mit seinem Abschluss könnte er bestenfalls eine Arbeitsstelle in einer Behörde finden, sagt Ren.

Für Absolventen wie Ren hat ein Fehlstart ins Berufsleben gravierende Folgen. Denn wer am Anfang der beruflichen Laufbahn nur einen minderwertigen, schlecht bezahlten oder nicht der Qualifikation entsprechenden Arbeitsplatz findet, wird auch in den Folgejahren beruflich langsamer – oder gar nicht mehr – vorankommen.

Auf den ersten schlecht bezahlten Teilzeitjob folgt ein weiterer. So kann es über Jahre weitergehen. Viele der jungen Menschen blieben am unteren Ende der Karriereleiter hängen, der Weg zum beruflichen Erfolg sei dann für immer verbaut, schreibt Batson.

Meng Wu hatte dagegen von Anfang an gute Voraussetzungen für eine erfolgreiche Karriere. Der 38-jährige Softwareingenieur hat im Jahr 2013 sein Studium an der Huazhong University of Science and Technology mit einem Doktortitel abgeschlossen. Danach zog es Meng erst einmal ins Ausland. Forschungsprojekte führten den Softwareingenieur nach Kanada, Australien und zuletzt für fünf Jahre in die Vereinigten Staaten. Weil sein Vertrag dort auslief, ist er vor einigen Wochen nach Wuhan zurückgekehrt. «Viele meiner Freunde und Bekannten leben noch hier», sagt Meng.

Jetzt steht der selbstbewusste Technologie-Experte am Stand der Firma Radar & Robotics, eines lokalen Tech-Unternehmens, und spricht mit dem Personalmanager. «Die Firma forscht dazu, wie Robotik dabei helfen kann,

unsere Industrie auf ein höheres Niveau zu bringen», erzählt Meng, «das passt zu meiner Qualifikation.» Und zu Xis Vision für den Umbau der chinesischen Wirtschaft. Die Firmen reissen sich um Leute wie Meng.

Meng überreicht seinen Lebenslauf. Er ist sich sicher, dass er innerhalb weniger Wochen einen passenden Job finden wird. «Ich habe mich auch noch bei einigen anderen Firmen und auf Stellen in der Forschung bei Universitäten beworben», sagt der Softwareingenieur.

Wer einen Studienplatz in einem begehrten Fach wie etwa Informatik oder Elektrotechnik anstrebt, muss bei der Aufnahmeprüfung, der sogenannten Gaokao, besonders brillieren. Chinas Bildungssystem ist brutal. Wer einen Arbeitsplatz mit Zukunft ergattern will, muss die Aufnahmeprüfung für eine angesehene Hochschule bestehen. Die Peking University und die Tsinghua University in der chinesischen Hauptstadt rangieren ganz oben, ebenfalls die Fudan University in Shanghai und die Zhejiang University in der Tech-Metropole Hangzhou.

## Sportlehrerin statt Buchhalterin

Zwei, die es nicht an eine der prestigeträchtigen Universitäten geschafft haben, sitzen an einem warmen Nachmittag im September vor der Cafeteria einer Berufsschule in Ezhou, einer Kleinstadt nicht weit von Wuhan. Die beiden jungen Frauen nippen an ihren Eiskaffees und erzählen von ihren Misserfolgen. Sie hätten gerne Finanzbuchhaltung studiert. Doch die Ergebnisse der Aufnahmeprüfung hätten nicht ausgereicht. Jetzt bildet sie das College in Ezhou zu Sportlehrerinnen aus. Es sei ein Beruf, für den sie von erfolgreicher Altersgenossen bemitleidet werde, sagt eines der Mädchen. Der Beruf des Lehrers, vor allem an öffentlichen Schulen, ist in China schlecht bezahlt und geniesst kaum Ansehen. Wer es dagegen in einen grossen Tech-Konzern schafft, wird bewundert.

Doch auch der Wettbewerbsdruck für Absolventen angesehener Universitäten wird immer grösser. Weil eine moderne Wirtschaft hochqualifizierte Fachkräfte braucht, hat die chinesische Regierung das Hochschulwesen in den vergangenen Jahren rasant ausgebaut. Die Chinesen nahmen das Angebot dankbar an. Die Folge: Die Zahl der Hochschulabsolventen steigt seit vielen Jahren kontinuierlich. 2025 haben nach Angaben des chinesischen Bildungsministeriums 12,2 Millionen Chinesinnen und Chinesen einen Hochschulabschluss gemacht. In diesem Jahr werden es schon 12,7 Millionen sein. Doch die Absolventen treffen auf immer weniger Jobangebote – Chinas Modell funktioniert nicht mehr.

Immer mehr junge Chinesen verabschieden sich darum gleich ganz aus dem Arbeitsmarkt. Sie haben es satt, sich immer wieder erfolglos zu bewerben. «Tangpin», «flach liegen», heisst das in China. Manche ziehen sich auf der Suche nach einem erfüllten Leben in den warmen und landschaftlich reizvollen Süden Chinas zurück. Dort widmen sie sich ihren Hobbys oder versuchen sich im Gemüseanbau.

## Warten auf bessere Zeiten

Andere bleiben im elterlichen Haus, helfen beim Kochen, Einkaufen, kümmern sich um die Grosseltern oder tun einfach nichts. Viele Chinesen vor allem im Ostteil des Landes haben es in den vergangenen Jahrzehnten zu ansehnlichem Wohlstand gebracht. Dieser erlaubt es, dass die Kinder für ein paar Jahre zu Hause auf bessere Zeiten warten.

Für Ren Xianlong kommt ein solches Leben nicht infrage. «Diese Leute können sich nicht zwischen Freiheit und einem geordneten Leben entscheiden», sagt er über die Aussteiger, «sie wollen etwas machen, aber dann auch wieder nicht.» Ren hat seine Entscheidung getroffen: Er will weiter nach einer festen Arbeitsstelle suchen.

# La numérisation de l'Etat pourrait davantage favoriser l'économie

**DIGITALISATION.** Alors que le Contrôle fédéral des finances pointe des lacunes dans la conversion en ligne du premier pilier, un potentiel d'optimisation subsiste dans d'autres procédures administratives freinant les entreprises.

## Jonas Follonier

La numérisation de l'administration progresse dans le pays, mais son potentiel reste largement sous-exploité pour ce qui est des entreprises. Malgré la stratégie «Administration numérique Suisse» lancée en 2022 par la Confédération et les cantons, les procédures demeurent souvent fragmentées et coûteuses en temps. En témoigne le dernier baromètre de la bureaucratie du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), basé sur un échantillon représentatif de 1525 PME, dans lequel elles appellent, au sommet de leurs recommandations, à une accélération ciblée des projets visant à dématérialiser les procédures.

A l'occasion de la publication mercredi soir d'un rapport du Contrôle fédéral des finances (CDF) critiquant le retard pris dans la transformation en ligne du premier pilier, L'Agefi a recensé quatre autres domaines dans lesquels la numérisation de démarches administratives ménagerait les ressources des entreprises.

## 1. Travail détaché

Si les déclarations de cotisations sociales (*lire le complément ci-contre*) comme les demandes de permis de travail sont largement numérisées, il n'existe pas de solution commune à tous les cantons pour les démarches qui concernent cet échelon. Ainsi, les demandes d'autorisation pour

un travail de nuit ou du dimanche temporaires doivent être adressées aux cantons si ces interventions de travail ne dépassent pas une période de six mois au total.

De plus, dans le cadre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne, syndicats et patronat se sont entendus sur 13 dispositions visant à garantir le standard salarial suisse pour les travailleurs détachés en cas d'adoption du nouveau paquet d'accords entre Berne et Bruxelles. L'une de ces clauses consiste dans le raccourcissement du délai d'annonce, de huit à quatre jours. «Ce changement serait irréaliste sans une numérisation accrue des processus», explique Marco Taddei, directeur romand de l'Union patronale suisse.

## 2. Commerce international

Pour les entreprises exportatrices, la situation n'est guère plus simple. Le portail Easy-Gov, lancé par le Seco en 2017, était censé devenir un guichet unique en ligne, mais les démarches restent dispersées. Si les sociétés peuvent y effectuer leur inscription au registre du commerce ou à la TVA, le dédouanement à l'exportation par exemple doit être réalisé via Passar, le système de gestion du trafic des marchandises de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières. Les autorisations pour l'importation,

quant à elles, passent encore par l'ancien système e-dec. Leur migration complète n'est pas attendue avant mi-2027. A cela s'ajoutent encore d'autres outils, comme pour les biens à double usage, qui nécessitent une autorisation préalable du Seco. Une plate-forme unifiée permettrait de réduire sensiblement les charges administratives de ce pan de l'économie helvétique.

## 3. Données de santé

Certains projets de dématérialisation des processus n'ont pas seulement avancé lentement, mais se sont soldés par des échecs. C'est notamment le cas du dossier électronique du patient (DEP), lancé en 2017 par les pouvoirs publics avec l'ambition de fluidifier l'échange d'informations entre professionnels de la santé, patients

et assureurs. En décembre dernier, la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a reconnu publiquement l'impasse du dispositif actuel, évoquant une adoption trop faible et des coûts disproportionnés. Le projet a souffert d'une gouvernance fragmentée, de solutions techniques hétérogènes et d'une saisie de données souvent plus lourde qu'auparavant. Pour les entreprises actives dans le domaine de la santé, cet échec illustre le risque d'une numérisation mal conçue, qui alourdit leur charge administrative au lieu de la réduire.

## 4. Fonctionnement

Enfin, la numérisation du fonctionnement de l'administration elle-même offre un potentiel d'optimisation susceptible de déboucher sur une

revue à la baisse de la fiscalité des personnes physiques et morales. A ce titre, la Loi sur l'allègement des coûts de la réglementation pour les entreprises, entrée en vigueur en 2023, oblige la Confédération à exploiter «pleinement» le potentiel d'optimisation qu'offrent les nouvelles technologies.

En novembre, le Conseil fédéral a présenté 28 mesures de réduction de la bureaucratie, dont sept sont liées au numérique. Leur impact dépendra toutefois de leur mise en œuvre concrète. Selon Marco Taddei, «la numérisation est une condition nécessaire à la baisse des coûts, mais elle n'est pas suffisante». Elle devrait notamment s'accompagner d'une revue à la baisse du nombre de fonctionnaires et ne pas générer une collecte accrue de données.■

## Retard dans la numérisation de l'AVS

La numérisation du premier pilier (AVS-Al) illustre bien les limites actuelles. Le rapport du Contrôle fédéral des finances (CDF) publié mercredi soir relève que, malgré une volonté politique claire, la transformation numérique de ce système, coordonnée par l'Office fédéral des assurances sociales (Ofas), est freinée par un «manque de confiance», des intérêts «particuliers», une «coordination insuffisante» entre les différents acteurs ou encore «l'absence d'interopérabilité» de leurs systèmes informatiques. Le CDF pointe également de mauvaises incitations économiques: les coûts administratifs de la numérisation sont pris en charge par les assureurs, les assurés et les employeurs, indépendamment des gains d'efficacité, ce qui réduit la pression à optimiser. Ainsi, des projets prometteurs – comme l'accès

numérique personnel des salariés à leur compte AVS – avancent au compte-goutte, alors même que ce seul exemple serait de nature à générer 6 millions de francs d'économies annuelles, à en croire le rapport. Prenant position dans l'audit, l'Ofas reconnaît qu'il est «impératif d'aboutir à une meilleure gouvernance et à une allocation optimale des ressources». Pour leur part, la Conférence des caisses cantonales de compensation, l'Association suisse des caisses de compensation professionnelles et la Conférence des offices Al estiment que certaines conclusions du rapport ne traduisent pas fidèlement la réalité. Elles jugent notamment que le problème ne réside pas dans la décentralisation du système, mais dans «l'absence d'une vision partagée et d'une gouvernance réellement collaborative». (JFo avec ats)



Les écologistes verniolans jugent malsain que le Conseil administratif (ici la mairie) continue à gouverner seul dans sa tour d'ivoire. Laurent Guiraud

## L'éditorial

### Vernier ne peut plus être figée dans le formol

Faute de Conseil municipal, Vernier est frappée d'immobilisme. Sous la surveillance du Canton, l'Exécutif communal gère le fonctionnement courant de la cinquième ville de Suisse romande et va de l'avant avec les projets votés avant cette fin de législature maudite. Mais il ne peut en lancer de nouveaux, faute d'élus pour les voter. Une clause d'urgence – notion appliquée strictement – lui a toutefois permis de prendre une poignée de décisions avec l'aval du Canton.

Il y a six mois, d'aucuns imaginaient peut-être que le Conseil administratif profiterait de l'absence de Délibératif pour faire passer des projets sans opposition, mais le Canton veille au grain, au point que c'est au contraire un excès de prudence que les Verts de Vernier déplorent aujourd'hui. Ils proposent d'instaurer un organe consultatif pour permettre de débloquer des initiatives faisant consensus.

Le problème touche en particulier les investissements, avec un retard dans l'entretien du patrimoine bâti (dont les écoles) qui, au lieu d'être rattrapé, se creuse. C'est une bombe à retardement.

La fraude électorale a ainsi mis Vernier dans une parenthèse démocratique et politique, y compris au niveau de l'information, car l'Exécutif n'a pas jugé utile de redoubler d'efforts de communication pour pallier ce vide.

Jusque-là, les autorités ont briqué pour gérer cette situation inédite. Mais Vernier ne peut être figée dans le formol encore six mois. Pour imparfaite qu'elle soit, la proposition des Verts a le mérite de poser le problème sur la table.

Page 5

# Comment sortir Vernier de l'impassé?

**Politique** Faute d'un Délibératif, l'Exécutif gère le fonctionnement courant de la commune, mais il ne peut lancer de nouveaux projets. Pour débloquer la situation, les Verts proposent de mettre en place un Conseil consultatif.

Rachad Armanios Textes

Et si, le temps que le Municipal puisse à nouveau siéger, l'Exécutif verniolan formait un Conseil consultatif permettant de recréer un lien politique entre lui et les partis, et de débloquer certains projets?

Cette proposition est avancée par les Verts de la commune, privée depuis juin dernier de Délibératif en raison d'une première fraude électorale, suivie d'un second scrutin en novembre dont la validation par le Conseil d'État fait l'objet d'un recours.

Car même si la justice le rejette, le Conseil municipal ne pourrait pas siéger avant plusieurs mois, craignant les Verts. Or ils jugent malsain que le Conseil administratif continue à gouverner seul dans «sa tour d'ivoire».

Présidente du parti à Vernier, Michèle Künzler précise que l'organe consultatif serait composé d'un membre de chaque parti s'étant présenté aux dernières élections. Ce «conseil des sages» permettrait au Conseil administratif d'informer les partis de ses décisions et des orientations budgétaires souhaitées; et aux partis de lui faire remonter certaines préoccupations.

L'objectif est aussi de soulever un peu la cloche sous laquelle Vernier est coincée. Car l'Exécutif et l'administration se contentent de gérer le fonctionnement courant et de concrétiser les projets votés avant la nouvelle législature.

L'Exécutif ne peut pas en proposer de nouveaux, faute d'élus pour voter les crédits. En juin, le Conseil d'État a toutefois adapté les règles pour lui permettre, après autorisation du Département cantonal des institutions et du numérique (DIN), de prendre des décisions relevant du Conseil

**«La solution imaginée par les Verts ne trouve aucun ancrage légal et fait fi de tout équilibre dans la représentation des partis, même si elle est animée d'une intention louable.»**

**Carole-Anne Kast**  
Conseillère d'État responsable du Département des institutions et du numérique

municipal et dont l'urgence est commandée par les intérêts de la commune. Ainsi, Vernier a notamment pu adopter les douzièmes provisoires, soit le budget 2026 calqué sur celui de 2025.

#### Investissements freinés

En revanche, les investissements prennent un dangereux retard, selon Michèle Künzler. Elle évoque par exemple la rénovation d'écoles. Il faudrait poursuivre celle entamée à l'école des Ranches, tandis que celle des Libellules mériterait d'être démolie et reconstruite. Ne pas lancer la machine aujourd'hui compliquera les rentrées scolaires dans quelques années quand les effectifs auront gonflé.

D'autres projets en stand-by? La Verte parle de la volonté d'acheter à La Poste son bâtiment laissé vacant pour en faire une maison de quartier, de la requalification des aménagements publics dans le quartier de la Concorde ou de l'entretien du patrimoine bâti et de la rénovation thermique des bâtiments.

Les Verts jugent par exemple absurde que la Commune ne puisse poser de panneaux so-

laires alors que tous les partis sont d'accord.

Ils estiment que le Conseil consultatif pourrait donner des préavis et que si des projets font consensus, cela légitimerait le Conseil administratif à les proposer et au DIN à les approuver.

Michèle Künzler invite ainsi la cheffe du DIN, Carole-Anne Kast, à interpréter la notion d'urgence de façon «moins stricte».

#### Un seul refus

Le Service des affaires communales (Safco) se montre «pragmatique», mais il doit agir dans les limites qu'autorise le cadre légal, rétorque la conseillère d'État socialiste.

Outre des préavis favorables liés à des naturalisations et les douzièmes provisoires, le Safco a validé trois autres décisions jugées urgentes: 420'000 francs pour assurer des aides sociales communales, 1,25 million pour compléter le crédit d'étude de la rénovation de l'école des Ranches et près de 2 millions pour le Fonds intercommunal pour le développement urbain.

Le service a dit non une fois, concernant 4,61 millions pour

«la mise en séparatif du réseau d'assainissement et le réaménagement des chemins du Grand-Champ et des Grebattes».

Les discussions en amont ont peut-être limité le nombre de demandes adressées par le Conseil administratif, reconnaît Carole-Anne Kast. Reste qu'un Conseil consultatif ne permettrait pas d'assouplir le cadre, regrette-t-elle.

«Le fait qu'un projet fasse consensus ne permet pas de le juger urgent, relève-t-elle. Car cela porte atteinte à la démocratie directe.» En effet, les décisions autorisées par arrêté départemental sont uniquement attaquables par des recours judiciaires mais pas par référendum, contrairement aux décisions du Municipal.

#### Administration provisoire?

«La solution imaginée par les Verts ne trouve aucun ancrage légal et fait fi de tout équilibre dans la représentation des partis, même si elle est animée d'une intention louable.» La magistrate pense en outre que la justice devrait rapidement trancher le recours, tel qu'elle l'a fait à l'occasion de la première procédure. Si elle valide le scrutin, le Délibératif siégerait même en cas de recours au Tribunal fédéral. En cas d'invalidation ou si la justice devait prendre plus de temps, effectivement, estime l'élue socialiste, le statu quo ne serait plus tenable.

Le Conseil d'État prendrait alors des mesures. L'une des pistes envisagées par Carole-Anne Kast serait de nommer une «administration provisoire», dotée des compétences décisionnelles d'un Conseil municipal et par exemple formée de quelques anciens magistrats communaux qui pourrait fonctionner comme une sorte de «conseil des sages».

## L'a proposition est accueillie froidement

Que pense le maire de Vernier de la solution avancée par les écologistes? Gian-Reto Agramunt (PLR) ne commente pas une proposition que le Conseil administratif n'a pas officiellement reçue. Il relève que le Service des affaires communales a accepté presque toutes les demandes formulées par l'Exécutif. Il reconnaît que la situation actuelle n'est pas idéale, mais il estime que c'est au Conseil d'État de faire des propositions pour débloquer la situation.

Car «la loi est claire, les compétences du Conseil municipal ne peuvent être déléguées à des tiers», balai de son côté l'UDC Howard Nobs.

Au MCG, Ana Roch déplore, en caricaturant, que l'Exécutif «doive se contenter de changer le papier des WC publics». Mais pour autant, elle n'approuve pas la proposition des Verts. «Un Conseil consultatif n'aurait aucune légitimité démocratique.»

«Qu'il soit composé de personnes non élues serait d'autant

plus délicat que des irrégularités ont été détectées lors du dernier scrutin», ajoute le socialiste Thibaut Jotterand.

Quant à mieux être tenue informée, «si besoin, j'appelle les magistrats», relève Ana Roch. Elle invite toutefois l'Exécutif de Vernier à étoffer l'information à la population. Malgré l'absence d'un Délibératif, celle-ci continue d'être avisée des décisions et événements via le site internet de la Commune et son journal communal.



Rachad Armanios  
Rubrique Genève

# Trump embraces ‘beautiful, clean coal’ to power America’s AI push

President’s support raises hopes of mining communities but analysts see little to attract investors

Financial Times Europe

09 janv. 2026

MARTHA MUIR — GILLETTE, WYOMING

Wyoming coal miners at Peabody’s North Antelope Rochelle Mine hold bitter memories of former president Joe Biden, who urged them to “learn to program” as part of a jobs transition aimed at shutting their industry.



But little more than a year after Donald Trump won re-election, the mood is much brighter at the mine 65 miles south of the city of Gillette — with employees celebrating the end of the “war on coal” in red hats emblazoned with “MAKE THE POWDER RIVER BASIN GREAT AGAIN”, a reference to the coal-rich region.

“This idea that coal is dying is one I’d like to shoot an arrow in and kill,” said Peabody chief executive Jim Grech. “[The Trump administration] sees the need to win the [artificial intelligence] race, and how do you do that? You turn to your coal fleet.”

Since entering the White House for his second term, Trump has embraced “beautiful, clean coal” in response to soaring electricity demand fuelled by data centres.

Demand for electricity in the US is expected to climb at a 2.5 per cent compound annual growth rate through to the end of 2035, according to Bank of America, compared with a 0.5 per cent rate in the previous decade.

Because coal can provide continuous power — unlike intermittent renewables — it is seen as a more reliable energy source to fill generation gaps.

In the first half of 2025, electric utilities’ consumption of coal increased 11 per cent compared with the previous year, according to data from the Energy Information Administra-

tion (EIA). Production, too, has risen by a modest 5 per cent to 260.4mn short tons. Through Trump's executive orders, the Department of the Interior has opened 13mn acres of public land for mining and cut royalties, payments the federal government collects from coal producers, from 12.5 to 7 per cent of the value of the coal produced.

"Pound for pound, coal is the single most reliable, durable, secure and powerful form of energy," Trump said at an April executive order signing. "It's cheap, incredibly efficient, high density and it's almost indestructible."

The Department of Energy has forced at least five coal power plants to stay open past their scheduled 2025 retirement date. It has also pledged \$625mn to retrofit and upgrade plants.

Large utilities, such as Duke Energy, Xcel and Southern Company, have announced they will extend the lives of coal plants they had expected to retire.

Coal country politicians hope the White House's support will give the industry a second wind.

"What Trump has done is take the stigma off of it," Wyoming Governor Mark Gordon told the Financial Times.

His state, which is covered in vast open pits where football field-sized cranes and 400-tonne yellow diggers excavate coal, has been hit hard by employment and tax revenue losses as a result of the industry's decline.

Coal is also being buoyed by an uptick in natural gas prices, with the US benchmark Henry Hub price gaining about 12 per cent since 2024. Because both provide continuous power, utilities are more likely to opt for coal when the price of natural gas increases.

However, analysts say that despite the government's efforts, coal is in structural decline and the push is unlikely to lead to the construction of new mines or plants.

Even with AI-fuelled demand, the EIA expects consumption to dip in 2026 as more renewables come online.

Attempts to encourage new mining have yielded mixed results. In October, the interior department postponed a lease sale in Wyoming after a project in Montana flopped; the only bid, from the Navajo Transitional Energy Company, was one-tenth of a cent per tonne for 167mn tonnes of coal. While prices have moved up slightly in 2025, the paltry demand underscores investors' apathy towards coal.

"It would be challenging to justify spending on new production capacity," said Andy Blumenfeld, a coal analyst at McCloskey by OPIS. "I would think that prices would need to be at a bare minimum 10 per cent higher to begin to attract even modest attention."

Coal plants are likely to continue closing or be converted to natural gas.

Seth Feaster, a coal analyst at the Institute for Energy Economics and Financial Analysis, said that while the Trump administration was using “the bully pulpit” to keep plants open, US coal-fired capacity would fall to 119 gigawatts by 2030, a 63 per cent decrease from its 2011 peak.

“Most of the coal plants in this country are ageing and getting more expensive to maintain,” he said. “We’re arguing over this year or next year but ultimately they’re closing.”

The industry has also been hit by Trump’s trade war, with thermal and metallurgical coal exports dropping 10 per cent and 13 per cent, respectively while the price of mine equipment has soared because of tariffs. “When you’re trying to move a cargo of coal into India, those customers are uncertain what the tariffs [are going to] be on them,” said Core Natural Resources chief executive Jimmy Brock. “No one will contract for longer periods of time.”

In coal communities such as Gillette, the response to Trump’s support for the industry is mixed. Lynne Huskinson, a former coal miner and Powder River Basin Resource Council board member, worries that tax breaks for coal companies will hurt the state’s finances. States typically receive half of the revenues from federal leases.

“The way they changed the royalty rates is going to hurt,” she said. “Coal companies don’t need that help.”

Gillette mayor Shay Lundvall calls Trump’s support a “huge win”, but wants to diversify the city’s economy to blunt the impact of downturns. He is leading initiatives to bring a nuclear fuel recycling plant and manufacturing to the city.

“We know you’re one administration away from a continued fight,” he said. “You want to be optimistic but I am a realist.”

Un comité emmené par la Jeunesse socialiste dénonce une réduction de 2 millions par an de la subvention aux HES genevoises, votée par la majorité de droite au Grand Conseil

# HES, un référendum contre les coupes

MARC LALIVE D'EPINAY

**Genève** ► Jeudi matin, la Jeunesse socialiste, rejointe par Solidarités, le PS, les Vert·es, les Jeunes vert·es et le MCG ainsi que la faîtière des associations du personnel de la HES Genève et des syndicats d'étudiant·es, ont annoncé le lancement d'un référendum contre la réduction de 2 millions de francs par année pour la subvention des HES-SO de Genève.

Le financement annuel accordé aux six hautes écoles qui composent l'institution se montait initialement à 35 millions par année, avant d'être ramené à 33 millions. Comment? Lors du renouvellement du contrat de prestations entre l'Etat et la HES-SO Genève, le Conseil d'Etat et la majorité du Grand Conseil (UDC, PLR, LC et LJS) ont en effet imposé un amendement coupant 2 millions de francs par an dans le financement de la HES-SO Genève, soit 6 millions sur trois ans. Une saignée que le Conseil d'Etat estime compensée par une hausse des taxes d'écolage, qui devrait ramener près de 3 millions par année aux hautes écoles du canton.

## Calcul fallacieux

Un calcul fallacieux selon les référendaires. «Cette coupe est profondément choquante, tonnent les membres du comité. Elle intervient au moment où les étudiants et étudiantes subissent une hausse massive de leurs taxes d'études: +40% pour les étudiant·es suisses et +110% pour les étranger·ères.»

«L'Etat fait payer plus cher les études et retire l'argent public censé soutenir la formation. C'est un véritable hold-up!» s'insurge Adrien Rastello de la Jeunesse socialiste genevoise.

Pour Chloé Besse, cosecrétaire du Groupement des associations genevoises des employé·es des écoles HES Genève (GAGE), couper 2 millions de francs par année au prétexte d'une hausse des taxes d'études est «un rai-sonnement cynique. C'est une décision inacceptable. Les recettes issues de la hausse des taxes devaient servir à sou-tenir la santé et l'accompagnement social, pas à combler des économies budgétaires». A cela s'ajoute une réalité du terrain «de plus en plus préoccupante»: une précarité étudiante «qui explose», des problèmes d'endet-



Les étudiant·es des HES genevoises se sont mobilisé·es l'année dernière contre l'augmentation des taxes d'études. JPDS

tement en augmentation et de santé psychique depuis le Covid.

François Baertschi, président et député du MCG, considère que «ces économies voulues par le Conseil d'Etat vont avoir des coûts humains et économiques plus chers au final».

## LJS pointé du doigt

Un petit retour en arrière s'impose. Longuement discuté en commission des finances, le projet de loi pour le contrat de prestations entre le canton et la HES-SO Genève prévoyait le versement d'une subvention de 35 millions de francs annuelle. En juin

2025, le Conseil d'Etat réclame, à la surprise générale, la diminution de 2 millions de francs de cette enveloppe budgétaire. Car entre temps, le comité gouvernemental de la HES-SO – dont font partie les conseiller·ères d'Etat romand·es chargé·es de la formation – a, en septembre 2024, décidé d'augmenter les taxes d'études semestrielles dès la rentrée académique 2025-2026. Les étudiant·es suisses des HES genevoises paient donc dorénavant 700 francs par semestre au lieu de 500 francs. Quant aux étudiant·es étranger·ères, l'écolage est passé de 500 francs à 1050 francs. Avec cette hausse des taxes, 3 millions

de plus par an devraient tomber dans l'escarcelle des HES genevoises justifient les autorités cantonales.

Le 12 décembre 2025, le Grand Conseil a donc entériné en plénière, par 50 oui contre 44 non, cette décision du Conseil d'Etat d'amputer le contrat de prestation. Grâce notamment à la formation politique Libertés et Justice sociale (LJS), accusée d'avoir «retourné sa veste de manière inexplicable», tancent les référendaires. Du côté de la formation de Pierre Maudet, on s'inscrit en faux. «Nous étions favorables au contrat de prestations initial, mais la situation a changé au fil

du temps», explique Laurent Seydoux, député LJS et membre de la commission des finances. «Le Conseil d'Etat a proposé – de manière un peu cavalière il est vrai – de supprimer 2 millions, ce qui nous a semblé nécessaire dans un contexte budgétaire d'austérité. Il est inapproprié de parler de coupe. D'autant que les HES se retrouvent avec un million supplémentaire par année avec l'augmentation des taxes. Je ne comprends donc pas ce référendum. C'est un autogolo.»



**«L'Etat fait payer plus cher les études et retire l'argent public censé soutenir la formation. C'est un véritable hold-up!»**

Adrien Rastello

Du côté du DIP, la conseillère d'Etat Anne Hiltpold répond laconiquement: que «les débats ont eu lieu au Grand Conseil et nous n'avons pas de commentaire supplémentaire à formuler», fait-elle dire par son service de communication.

Interrogée, la direction générale HES-SO Genève, qui était opposée à l'augmentation des taxes d'écolage, répond avoir «pris acte de cette décision. La lutte contre la précarité étudiante, l'accompagnement dans la réussite du cursus et les bonnes conditions d'études constituant des éléments importants à nos yeux, nous veillerons à les maintenir», explique le service communication.

Les référendaires ont jusqu'au 9 février pour récolter les signatures nécessaires. I

La pauvreté ne flétrira pas en 2026. Les lacunes du système social doivent être comblées, exige Caritas

# Etre pauvre en Suisse, ça existe

SOPHIE DUPONT

**Politique sociale** ► Manquer d'argent à la fin du mois et ne pas savoir comment régler ses factures. Cette réalité existe pour 16% de la population suisse, soit 1,4 million de personnes, qui se situent sous le seuil de pauvreté ou juste en dessus. «L'aide sociale ne parvient pas à réduire les effets négatifs du phénomène, notamment pour les enfants», constate Aline Masé, responsable du secteur études et politique à Caritas. L'association appelle à combler les lacunes.

La pauvreté est devenue chronique en Suisse, constate l'organisation, sans perspective d'amélioration cette année. Un premier rapport national qui surveille le phénomène a été publié en novembre dernier. Et le tableau dressé est peu reluisant. Environ 8% de la population vit avec un revenu inférieur au minimum vital. Malgré sa prospérité, la Suisse a échoué à atteindre son objectif à long terme de réduction de la pauvreté, pour lequel elle s'était engagée dans sa stratégie pour le développement durable.

## Peu d'aide aux familles

«Les conditions structurelles ont un impact déterminant sur les possibilités d'action et de développement des individus. Il s'agit notamment de l'organisation du système éducatif, de l'accueil extrafamilial ou du système de couverture des besoins vitaux, mais aussi des conditions du marché du travail», constatait l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), qui a rédigé le rapport. Celui-ci doit servir de base pour une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

En termes réels, soit corrigés de l'inflation, les salaires les plus bas ont diminué entre 2020 et 2024, constate Caritas. Logement et santé absorbent sans surprise une grande partie du budget des ménages les plus démunis. Nouveauté en 2026, les cantons ont l'obligation de finan-



**«D'un canton à l'autre, les chances ne sont pas les mêmes de se voir garantir une vie digne»** Peter Lack

cer une partie des coûts de l'assurance-maladie, via une contribution minimale de 3,5% des coûts dans tous les cantons. «Cela ne suffit pas! Les primes continueront de représenter une charge énorme pour les familles les plus modestes», juge Aline Masé. Quant au logement, la pénurie pousse les plus vulnérables à habiter des appartements inadaptés à leurs besoins.

Les familles sont particulièrement concernées, Caritas rappelant qu'un enfant sur cinq est touché ou menacé par la pauvreté en Suisse, une tendance à la hausse depuis 2014. «Par rapport à d'autres pays occidentaux, les dépenses sociales pour les familles sont très modestes dans notre pays», souligne Aline Masé. La

Suisse dépenserait 1,5% de son PIB pour les familles, contre plus du double pour l'Allemagne. Les coûts de la garde extrafamiliale pèsent particulièrement lourd dans le budget des ménages, en comparaison européenne, selon Caritas. La donne pourrait changer, en cas d'acceptation de l'initiative sur les crèches, qui vise à limiter la charge des parents à 10% de leur revenu.

## Sensibiliser le public

Les cantons romands et le Tessin ont développé davantage d'instruments pour lutter contre la pauvreté, à l'instar des réductions de prime ou des allocations de logement, que leurs voisins alémaniques. «Cette grande disparité entre les cantons pose problème. Suivant où l'on habite, les chances ne sont

pas les mêmes de se voir garantir une vie digne», constate Peter Lack, directeur de Caritas Suisse.

La tendance à la réduction des impôts pour les plus riches et l'augmentation de la TVA interpellent particulièrement l'organisation. Outre la suppression de la valeur locative, acceptée en votation populaire, l'organisation s'inquiète de plusieurs baisses d'impôts cantonales. «Les ménages les plus pauvres n'en profitent pas et l'augmentation de la TVA les impacte beaucoup plus que les riches», pointe Aline Masé.

Elle relève également que les mesures d'austérité rendues nécessaires par le manque de recettes fiscales touchent surtout les plus démunis, soit l'aide sociale au niveau communal, l'asile sur

le plan fédéral. Pour y remédier, l'association appelle à imposer davantage la fortune et les héritages.

Les solutions pour lutter contre le dénuement sont connues, relève l'organisation: réduction de primes-maladie, développement des prestations sociales, subventions suffisantes pour les places en crèche et logements abordables. Caritas appelle les cantons à introduire eux aussi des monitorings, pour fonder leurs politiques sur des données précises.

A l'occasion de son 125<sup>e</sup> anniversaire, qui sera célébré cette année, Caritas compte également sensibiliser le public à la lutte contre la pauvreté. Elle propose une plateforme internet dédiée ou encore un forum à la fin du mois de janvier. I

Les Suisses sont toujours plus nombreux à se retrouver en situation précaire.  
KEYSTONE

# Les piratages ne sont pas près de faiblir

**INTERNET** L'Office fédéral de la cybersécurité vient de dresser un premier bilan de 2025, notant une intensification des attaques. Un expert avertit : les offensives, de plus en plus automatisées, vont augmenter cette année

ANOUSH SEYDTAGHIA

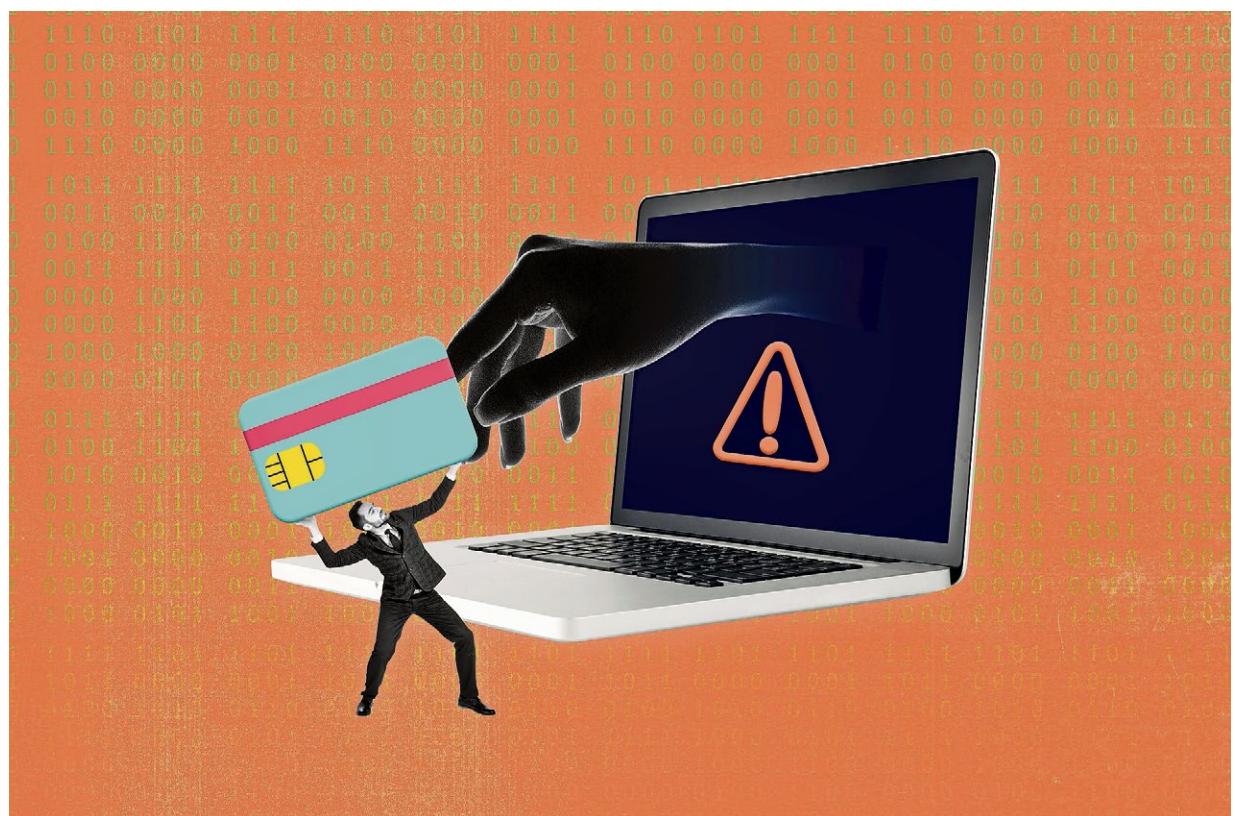
Si 2025 a été une année compliquée sur le front de la cybersécurité en Suisse, 2026 s'annonce plus difficile encore. A lire le dernier rapport de l'Office fédéral de la cybersécurité (OFSC), les particuliers, mais surtout les entreprises, devront redoubler de vigilance ces prochains mois. Il y a en face une industrialisation des cyberattaques, en cours depuis des années mais qui se renforce grâce notamment à l'intelligence artificielle.

Au total, l'OFSC a reçu 65000 signalements de cyberincidents en 2025, un chiffre quasi stable par rapport à 2024. Ces annonces sont très variées, les principales portant sur les appels téléphoniques émanant prétendument de la police (26% des annonces), devant les tentatives d'hameçonnage (ou *phishing*, 19%) et les tentatives d'escroqueries à l'investissement en ligne via des publicités (9%). Bien sûr, il ne s'agit que d'un reflet de la situation effective, nombre de cyberincidents n'étant pas signalés, dont ceux qui causent des pertes financières.

## Dommages prévus en hausse

Les entreprises sont clairement ciblées par les pirates. Ainsi, le nombre d'annonces pour des tentatives d'arnaques au CEO (aussi appelée «arnaque au président»), consistant à obtenir le versement rapide de fonds, est passé de 719 à 970. Le nombre de signalements d'attaque par rançongiciel (ou *ransomware*) est passé de 92 à 104. Attention, avertit l'OFSC : «Le nombre de cas ne donne toutefois aucune indication sur l'ampleur des dommages. Les cybercriminels se concentrent de plus en plus sur des cibles lucratives, si bien que les dommages subis par ces dernières augmenteront à l'avenir. On constate en outre que désormais, les attaques par rançongiciel s'accompagnent presque toujours d'une fuite de données, ce qui accroît encore l'ampleur des dommages».

Concernant les tentatives d'hameçonnage, par SMS, WhatsApp ou e-mail, l'OFSC appelle aussi à la prudence, notant que «la tendance n'est plus aux attaques de masse mais aux attaques personnalisées. Les pirates prennent le temps de cibler individuellement leurs victimes. Apparemment,



Pour les spécialistes de la Confédération, l'avenir n'est plus aux attaques de masse, mais à des actions personnalisées. (ANTON VIERETINI/ISTOCKPHOTO)

l'investissement en vaut la peine». C'est notamment le cas sur les sites de petites annonces, écumés par les pirates, qui parviennent à convaincre les victimes de faire des versements instantanés via Twint. Des virements souvent impossibles à récupérer.

Une vigilance absolue s'impose. «Nous nous attendons à une accélération significative de l'automatisation des cyberattaques, ce qui entraînera une augmentation du nombre de ces attaques. Ces attaques deviendront plus rapides, évolutives et personnalisées, principalement grâce aux avancées en intelligence artificielle (IA) générative et agentique, ainsi qu'à l'utilisation des deepfakes dans les attaques d'ingénierie sociale», prédit Cédric Nabe, associé chargé du département Risk Advisory pour la Suisse romande chez Deloitte.

## L'IA pour contourner les mesures de sécurité

Pour l'OFSC, l'utilisation de l'IA par les pirates n'en est qu'à ses débuts. «L'année dernière, l'utilisation de l'IA dans les tentatives d'escroqueries à l'investissement en ligne via des campagnes publicitaires a été frappante. Des interviews qui paraissaient authentiques ont ainsi été générées avec des

personnalités politiques connues, qui recommandaient une méthode prétendument secrète pour investir de l'argent avec des rendements élevés». De plus, «des premiers cas où des images compromettantes ont été créées à l'aide de l'IA afin de faire chanter des personnes ont aussi été signalés», avertissent les autorités.

## «Les attaques deviendront plus rapides, évolutives et personnalisées»

CÉDRIC NABE, DU DÉPARTEMENT RISK ADVISORY SUISSE ROMANDE CHEZ DELOITTE

Attention aussi à la rapidité des attaquants. «L'IA agentique permettra de découvrir et d'exploiter les vulnérabilités à une vitesse et à un volume surpassant les capacités humaines. Par exemple, en 2025, nous avons déjà été confrontés aux premiers virus utilisant l'IA pour contourner les mesures de sécurité ou s'y adapter. Cette menace va s'intensifier en 2026», affirme Cédric Nabe. Comment tenter de s'en

prémunir? «Cela passe par la détection des comportements anormaux, l'adoption de l'IA dans les mesures de sécurité, la sécurisation des identités (via l'authentification multifacteurs et la biométrie comportementale), des sauvegardes immuables, la segmentation réseau et la détection des deepfakes. La préparation à la gestion des incidents et des crises deviendra une compétence critique pour la survie des entreprises» répond le spécialiste.

Enfin, un autre type de cyberattaque sophistiquée a été détecté en 2025 : les attaques via des machines, transportées dans des voitures, appelées «SMS Blaster». Ces appareils se font passer pour des antennes de téléphonie, et grâce à eux, les pirates ont pu envoyer des SMS frauduleux directement aux appareils situés à proximité. Les victimes ont reçu le message, appelant notamment au paiement d'une soi-disant amende, sans que leur numéro de téléphone soit connu des escrocs. Le lien contenu dans le message redirigeait vers une page de paiement d'apparence authentique qui récupérait les données de carte de crédit. Même si des arrestations ont eu lieu en Suisse, il est fort possible que de telles attaques se produisent à nouveau cette année. ■